



Accompagnement des Territoires

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT SUR FONDS LOCAUX CAF ANNEE 2026

Nom de l'équipement : _____

Adresse de l'équipement : _____

Nature de l'opération (cocher l'objet de la demande) :

- Création d'équipement et aménagement de locaux
- Extension, aménagement et rénovation d'équipement existant

**Dates des commissions d'Action Sociale avec date limite de réception des dossiers
(tous dossiers reçus après-la date limite seront présentés à la commission suivante)**

CAS 03/03/2026 réception du dossier complet au plus tard le 30/01/2026

CAS 30/06/2026 réception du dossier complet au plus tard le 25/05/2026

CAS 29/09/2026 réception du dossier complet au plus tard le 31/08/2026

CAS 17/11/2026 réception du dossier complet au plus tard le 12/10/2026

Le dossier est à envoyer par mail à l'adresse suivante : investissement@caf01.caf.fr et en copie du Conseiller chargé de développement de votre territoire

Tous les champs ci-dessous sont obligatoirement à compléter

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROMOTEUR : ORGANISME DEMANDEUR DE LA SUBVENTION**

Raison sociale, Nom : _____

N° SIRET : _____

Statut juridique : _____
(Pour les associations loi 1901, joindre les statuts et la liste du C.A.)

Adresse : _____

Activités : _____

Nom et N° Tél de la personne à contacter : _____

Mail : _____

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE GESTIONNAIRE DE LA STRUCTURE**

Raison sociale, Nom : _____

N° SIRET : _____

Statut juridique : _____
(Pour les associations loi 1901, joindre les statuts et la liste du C.A.)

Adresse : _____

Activités : _____

Fédération à laquelle l'organisme est affilié : _____

↳ **EXPOSE DES MOTIFS ET ANALYSE DES BESOINS JUSTIFIANT L'OPERATION**

Vous pouvez joindre un document annexe avec plus de détails

↳ **DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OPERATION PREVUE**

Vous pouvez joindre un document annexe avec plus de détails

↳ **TITRE D'OCCUPATION DES LOCAUX**

Propriétaire

Locataire

Occupant à titre gratuit

[Joindre un justificatif](#)

La commune d'implantation de la structure est –elle en QPV : OUI NON

↳ **CONDITIONS TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OPERATION**

Nombre de m² actuels

et après travaux

[Joindre le tableau des surfaces](#)

➤ **DANS LE CAS D'UN CENTRE DE LOISIRS INTEGRE A UNE ECOLE, AVEC DES LOCAUX COMMUNS**

Nous préciser :

- Les surfaces en m² utilisées :
 - . par l'école uniquement
 - . par le centre de loisirs uniquement
 - . les m² communs aux 2 entités
- Le nombre d'enfants inscrits à l'école
- Le nombre d'enfants inscrits au centre de loisirs
- Le nombre de jours d'ouverture :
 - . de l'école
 - . du centre de loisirs

Nouveauté à compter de 2026, les dépenses liées à des locaux ou équipements pour les restaurants scolaires (cantine) ne seront plus retenues et financées dans le cadre d'une aide à l'investissement.

↳ **PERIODES DE FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE**

- ✓ Au cours de l'année _____
- ✓ Dans le mois _____
- ✓ Dans la semaine _____

↳ **RENSEIGNEMENTS SUR LA CLIENTELE ACCUEILLIE**

- ✓ Catégorie d'âge des bénéficiaires _____
- ✓ Capacité d'accueil de la structure :
 - * Actuellement _____
 - * Après travaux _____

✓ **CONDITIONS TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OPERATION** (*Toutes les zones sont à compléter*)

Nombre de m² actuels

Nombre de m² après travaux

Date prévisionnelle de début de travaux :

Date prévisionnelle de fin de travaux :

Date prévisionnelle d'ouverture de la structure :

Nombre de places avant travaux :

Nombre de places après travaux :

Pour le promoteur :

- Avez-vous la possibilité de déduire la TVA sur les investissements :

OUI

NON

↳ **COUT DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES ET PLAN DE FINANCEMENT**

Merci de compléter le tableau Excel ci-joint.



Toutes les dépenses ventilées dans le plan de financement doivent être justifiées par un devis ou une estimation détaillée des travaux faite par un architecte ou un maître d'œuvre.

Sans devis, les sommes ne seront pas retenues dans l'assiette de calcul de l'aide financière.

RAPPEL : Les travaux ou achats faisant l'objet de la demande d'aide financière ne doivent en aucun cas être réalisés où avoir débuté avant la décision de la Commission d'Action Sociale de la C.A.F. Sauf demande d'autorisation au préalable, sous réserve de réception du dossier complet et des enveloppes budgétaires suffisantes

Les pièces justificatives obligatoires à transmettre avec le dossier de demande : Sans la totalité des documents cités ci-dessous, votre dossier ne sera pas recevable.

Associations – Mutuelles - Comité Social d'entreprise (Cse) - Fondations

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé de modification à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE) - Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives - Pour les mutuelles : un certificat d'immatriculation portant mention du numéro d'identité visé par les dispositions de l'article R. 123-220 du code de commerce	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou MSA valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention.	Attestation de non-changement de situation
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois
Pérennité	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)
Prévention de l'enrichissement sans cause	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - En cas d'existence d'intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - En cas d'existence d'intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable

**Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale
(EPCI) et autres personnes publiques**

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence <u>Ou</u> - Arrêté ou décret de création de la personne morale (y compris les communes nouvelles)	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention.	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur pour les EPCI (détaillant les champs de compétence)	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
Pérennité	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)

Prévention de l'enrichissement sans cause	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts :</u> Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts :</u> Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.
--	---	---

Les pièces justificatives au titre du programme

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention
Eléments relatifs à l'opération	- Descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique
Eléments relatifs aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> - les plans (avant et après travaux si aménagement ou extension), les notices descriptives, , l'état détaillé des surfaces. - les devis estimatifs qui justifient toutes les sommes ventilées dans le plan de financement prévisionnel
Eléments relatifs aux matériel et mobilier	- les devis estimatifs (devis des fournisseurs ou photocopies des pages de catalogues avec tarifs ou copie des écrans des sites marchands internet)
Modalités de financement du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de financement prévisionnel, signé de la personne habilitée, détaillant : d'une part, le coût de l'opération (hors taxe et/ou toutes taxes comprises) et d'autre part, les financements obtenus ou sollicités. <p style="color: blue;">Utiliser le fichier EXCEL joint intitulé « dépenses subventionnables fonds locaux ».</p>